

Pour nos retraites, passons à la vitesse supérieure Construisons la grève générale !

La réforme gouvernementale actuelle, qui menace gravement le système de retraites par répartition, a pour **but non avoué de baisser le niveau des retraites**, en augmentant le nombre d'annuités nécessaires pour ne pas subir la décote sur le taux de pension plein. Ceci a pour finalité ultime de **financer les exonérations de cotisations sociales offertes au patronat depuis des années par les gouvernements de tous bords**. Des sommes qui, loin d'inciter les patrons à embaucher, bien au contraire, manquent de plus en plus aux organismes de solidarité (assurance chômage, sécurité sociale, retraites...) et créent la fameuse dette que l'on nous demande aujourd'hui de combler. On note par ailleurs que les médias aux ordres visent assez rarement **les privilèges féodaux accordés aux parlementaires**, qui pour un euro cotisé touchent 6 euros de pension (contre un rapport de 1 pour 1,5 pour les salariés).

Cette réforme, comme les antérieures, vise également à **nourrir le marché naissant de la retraite par capitalisation, qui s'est toujours avéré dangereux pour les cotisants** : taux de retraites revus à la baisse, risques de faillite, etc. Rappelons que le système actuel a été mis en place en 1945 suite à l'effondrement du système par capitalisation d'avant-guerre.

L'argument de la crise, cerise sur le gâteau, ne manque pas d'hypocrisie quand on sait **les sommes que l'État a dû injecter dans les banques** (ferait-il de même pour les caisses de retraites ?), alors que **les travailleurs ne cessent de produire plus de richesses**, crise ou pas.

Les arguments statistiques fallacieux sur l'allongement de la durée de vie ou l'augmentation de la proportion de retraités cachent le fait qu'on ne peut en réalité pas raisonner en ces termes : **depuis les années 80, les salariés produisent environ 30% de richesse en plus**, une augmentation très proche de celle des retraites à payer.

Le mouvement actuel doit donc lutter vigoureusement contre cette réforme, mais doit aussi aller plus loin, car ce plan n'est qu'un **rouage d'une offensive d'un patronat de combat** : casse des services publics, tout sécuritaire, politique xénophobe, contrôle social accru, etc.

L'ampleur de la mobilisation actuelle, qui n'est que naissante, doit être **l'occasion de gagner de nouveaux droits**. **Après des décennies de recul, il est de notre devoir d'inverser la vapeur** : obtenir, par la force, le passage en dessous des 37,5 annuités, l'abaissement de l'âge légal de départ à la retraite en dessous de 55 ans, exclure le patronat des organismes de solidarité et en confier la gestion aux travailleurs, etc.

Les journées d'actions ponctuelles, les stratégies politiciennes et les boniments des dirigeants syndicaux ne feront jamais plier la logique capitaliste qui anime l'État. **C'est par la grève générale reconductible et autogestionnaire que nous obtiendrons des résultats**,

en prenant le contrôle de nos lieux d'activités et du produit de notre travail (comme le carburant...). Dans le public comme dans le privé, et ce quel que soit les statuts, **chacun a le droit légal de faire grève sans risquer de sanctions de son employeur**. Les besoins générés par les salaires non versés peuvent être contrecarrés par la solidarité et l'organisation autogestionnaire des luttes.

Nous appelons à rejoindre les Assemblées Générales interprofessionnelles de lutte qui se sont créées dans de nombreuses villes (tous les midis place Bretagne à Nantes), à **soutenir activement les boîtes en grève et les blocages économiques qui se font un peu partout**, créer des dynamiques où il ne se passe encore rien... **Il faut taper là où ça fait mal : au portefeuille !**



Osons lutter ! Osons vaincre !

CNT



CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

CNT Nantes c/o B17, 17 rue Paul Bellamy, 44000 Nantes
06 45 36 44 44 - interco44@cnt-f.org - <http://cnt-f.org/ulnantes>